

Le Conflit Armé A L'est De La République Démocratique Du Congo, Facteur De L'instabilité Dans La Sous-Région De Grand Lacs : « Analyse Et Perspective »

[The Armed Conflict In The East Of The Democratic Republic Of Congo, A Factor Of Instability In The Great Lakes Su-Region: "Analysis And Perspective"]

Okwango Mindolo Junior, Ngonzama Ekolokoto Theo Maurice

Centre de Recherche en Science Humaines (C.RE.S.H), Département des Sciences Politiques, Administratives, Relations Internationales et Bonne Gouvernance, Kinshasa/RD. Congo

Auteur correspondant : OKWANGO MINDOLO JUNIOR



Résumé : La partie Est de notre pays s'enlise dans des conflits armés dont les effets dramatiques s'intensifient jusqu'au-delà des frontières nationales depuis deux décennies. Une stabilité chaotique programmée par les faucons des ressources naturelles, dont les pays voisins de l'Est et les sociétés multinationales, en complicité de ses propres dignes-fils ; voilent et pillent les ressources du pays sans qu'ils soient inquiétés par les services de sécurité de l'État congolais. En dépit des multiples mesures prises par le Gouvernement congolais pour éradiquer ces conflits armés, le constat reste à désirer. L'incursion des troupes étrangères et la réapparition des groupes locaux sont visibles partout à l'Est du pays.

Mots Clés: Lutte, Combat, Facteur, Instabilité, Perspective, Analyse

Abstract: The east of the Democratic Republic of Congo has been mired in armed conflicts whose dramatic effects have intensified beyond national borders for two decades. A chaotic stability programmed by natural resource hawks, including Eastern neighboring countries and multinational corporations, in complicity with its own worthy sons; veil and plunder the country's resources without being worried by the Congolese state security services. Despite the multiple measures taken by the Congolese Government to eradicate these armed conflicts, the results remain to be desired. The incursion of foreign troops and the reappearance of local groups are visible everywhere in the east of the country.

Keywords: Struggle, Combat, Factor, Instability, Perspective, Analysis

1. Introduction

La partie Est de la RDC est plongée dans une insécurité organisée pendant des décennies ; cette situation n'a pas épargné la sous-région des Grands Lacs africains (Huang, 2022).

En effet, à la fin de la guerre froide, la RDC, qui était considérée comme le gardien du temple dans la région du Grands Lacs, avait perdu sa place, suite aux tensions politiques et ethniques internes causées par la gestion chaotique de la chose publique. (*Boutons, 1997*).

En dépit du geste humanitaire, de générosité et de compassion posés par le gouvernement congolais envers nos frères africains qui fouillaient le génocide au Rwanda (accepté d'héberger ces réfugiés Rwandais et Ougandais) ; mais en retour, ces pays l'ont remercié en victime (*Boutons, 1997*).

La réorganisation de ces réfugiés en groupes armés a poussé les États comme le Rwanda et l'Ouganda à faire l'incursion sur le sol congolais sous prétexte de neutraliser les groupes armés qui constituerait une menace pour leurs territoires. Ces groupes de réfugiés armés jusqu'aux dents ont créé une situation d'insécurité que le gouvernement central congolais n'arrivait plus à contrôler effectif de l'ensemble des territoires occupés par ces derniers (*Diur, 2019*).

Vu l'incapacité de l'État à exercer ces prérogatives dans cette partie du pays, la population locale s'est mobilisée en groupes d'autodéfense afin de protéger leur terre. Malgré, ce dernier constitue comme une bombe à retardement (*Anon, 2017*).

Au regard de ce fait, la problématique liée à cette étude reste basée sur le conflit armé : demeure-t-elle un facteur de stabilité dans la sous-région des Grands Lacs ? Quelles sont les causes de ces conflits et quelle thérapie pouvons-nous donner pour remédier à ce problème ?

Partant de ces problèmes, le commun des mortels peut noter sans effort particulier que les pays qui entourent le Congo dans sa partie Est, c'est un espace d'instabilité et de guerres ; quant aux causes, elles sont endogènes et exogènes. Pour y arriver à ce résultat, nous avons fait recours à la méthode dialectique et à la technique documentaire et d'observation libre. Avec un objectif plus clair, cet article a pour vocation de permettre aux scientifiques avertis, aux décideurs de disposer d'une vue large mais précise de l'ensemble du paradoxe « d'insécurité dans l'Est du pays » dans un moment de tension entre le RD-Congo et ces voisins de l'Est.

Ainsi dit, notre démarche va à l'acompte d'apporter une vaille ajoutée dans le domaine de la recherche sur l'insécurité de l'Est du pays vu l'ampleur du problème à l'heure actuel. Eu égard, hormis l'introduction, la conclusion et un bref aperçu du concept conflit armé, ce travail est subdivisé en quatre points essentiels :

- Les acteurs aux conflits
- Les causes profondes des conflits
- Les effets sur la population
- Perspectives et défis à relever par la RDC.

C'est autour de ces ossatures que notre article se focalise.

2. Littérature

2.1. Le concept conflit armé

La paix dans le monde entier a été que précaire. Le monde est toujours doté des conflits par-ci-par-là (Charles-Philippe & Schmitt, 2020). Un conflit armé signifie un combat qui s'oppose entre deux forces qui n'ont pas la même vision. Cela peut se passer dans une même nation : lorsqu'il s'oppose dans même états, on parle de conflit national ; mais au cas contraire, si plusieurs sont impliqués le générique utilisé change « international » (Unicef, 2024).

Partant de ces idées, nous pouvons affirmer sans être contredits que l'Est de la RDC se retrouve dans une situation de conflit armé international et non international ; cela a occasionné l'instabilité et l'insécurité qui a entraîné l'ingouvernabilité dans quelques territoires.

2.1.1. Les acteurs aux conflits.

Les États et leurs armées, les groupes ethniques et les bandes armées constituent les principaux acteurs du conflit à l'Est de la RD. Congo.

a) Les acteurs politico-militaires Rwandais

Dans la crise sécuritaire qui sévit actuellement à l'Est de la RDC, plusieurs faits rapportés indiquent pertinemment que le Rwanda y participe de manière très active. Il procède de deux manières : l'incursion directe de ses forces armées et l'appui indirect ou direct des groupes armés, qu'il est lui-même le créateur et l'instigateur. Son apport en matériels et en hommes sur terrain, exclus l'innocenté qu'il réclame toujours. Cette complicité rwandaise dans le conflit a brisé la relation diplomatique entre ces deux États (Ministère de la communication et media, 2022).

Le pouvoir de Kigali estime que les réfugiés Hutu installés au RD Congo, constituent un danger pour la sécurité nationale, multiplie le stratagème afin de les éradiquer totalement. D'où la création de RCD, CNDP et M23. En réalité, la perte de vitesse sur le plan politique et économique que le Rwanda pousse les acteurs politiques et militaires rwandais à multiplier des stratagèmes pour l'expansion territoriale et à des fins économiques. Cette méthode utilisée par ce dernier est purement inacceptable et en violation du droit international.

b) L'armée Burundaise

Aujourd'hui partenaire du Congo, mais nul n'ignore l'implication de l'armée burundaise dans les guerres qui ravagent la région. Le Burundi a choisi la voie de la guerre en combattant le rebelle FNL de peur d'être renversé au pouvoir et plaçant militaires dans un des quartiers de Kiliba, afin de contenir les attaques des rebelles (Lufakalyo, 2014).

Avec une économie en berne et n'ayant pas d'autres ressources, le Burundi s'est servi du plateau d'or qui lui a été servi par l'EAC dans pour pilier les minerais congolais. Sa présence des forces Burundais opérant au Congo dans le cadre des opérations régionales doit être scrupuleusement contrôlée car le Burundi n'est pas un acteur impartial mais plutôt une partie directe au meurtrier congolais (Tertsakian, 2022).

c) L'armée Ougandaise

La complexité et la controversé du rôle de l'Ouganda dans la guerre au Congo n'est pas à démontrer ; ce dernier procède par le recrutement et à la formation des combattants afin de leurs utilisés contre le Congo.

C'est le cas du mi-2000, où les autorités ougandaises ont approuvé une alliance entre le dirigeant du RCD-ML, Mbusa Nyamwisi, et les Maï-Maï, des milices locales hostiles aux occupants étrangers, et après leurs avoir formé, envoyer au Congo, les autorités ougandaises ont pris la décision de mener une opération pour les anéantir. En réalité, cette opération visait à exploiter et à commercialiser les riches ressources en minerais de la région de Bafwasende (*Alison, 2001*).

Ainsi, les autorités ougandaises ont manifesté leur volonté à déstabiliser le Congo par la création de ces groupes de rebelle afin d'exploiter les richesses du Congo.

d) L'état congolais et son armée

Les hommes d'état congolais ont fragilisés les appareils de l'état par leurs modes de gestion des affaires et ont créé des alliances nocturnes justes pour leurs faims. La plupart sont devenus des commerçants et exploitent nos ressources d'une manière illicite. Pour y arriver à leur objectif, ils créent ou soutiennent les groupes armés.

Il s'ensuit, les hommes d'état congolais ont une théorie qui favorise leur pouvoir au détriment de l'organigramme de la famille riante. Cette méthode ne permet pas la bonne marche de l'appareil de l'état et crée des incidences au sein des ethnies (*Lufakalyo, 2014*).

Au lieu de s'occuper de leurs attributions régaliennes (la défense, assurer la sécurité des personnes et de leurs biens et faire respecter l'ordre public), certains officiers de l'armée nationale se livrent à des pratiques telles que la vente des munitions et d'autres utiles de guerres au rebelle, ou encore qu'ils s'entretiennent eux-mêmes de faim économique (*Lufakalyo, 2014*). D'une manière générale, l'homme d'État congolais a une grande part de responsabilité dans le conflit armé à l'Est du pays. L'État n'arrive pas à affecter des fonds nécessaires dans la logistique de l'armée afin de lui permettre de jouer son rôle convenablement.

e) Groupes ethniques

En l'absence de l'autorité de l'État dans certains territoires de l'Est de la république démocratique, qu'on a constaté l'établissement des groupes autodéfenses sous prétexte d'éviter le massacre consécutif à perpétuité par les incursions des armées étrangères. La logique de la création de ces groupes armés ont été réévalué car certains sont devenus le sous-traitant de certain acteurs politico-militaire et d'autres se sont vu imposé comme protecteurs de la communauté sans qu'ils aient été mandatés (*Lufakalyo, 2014*).

Ces groupes armés tuent, incendient, violent et pillent les ressources naturelles de la RDC à cause de l'irresponsabilité du gouvernement congolais et ils établissent des zones de contrôle pour mieux exercer leurs activités lucratives en complicité avec les pays voisins. Pour leur fin d'exploiter nos sous-sol, ils évoquent le motif de l'ethnie, et ils créent des désordres au sein de la population civil (*Lufakalyo, 2014*).

Hormis les acteurs ci hauts cités, il existe certaines sociétés multinationales en complicité avec leurs pays d'origine qui se cachent derrière ces acteurs et leurs branches supplétifs.

En gros modo, les acteurs sont multiples et ils se diffèrent par leurs intérêts particuliers. Mais le point commun dans ce conflit, c'est la concentration dans une espace bien déterminer pour son l'intérêt économique. Vue le besoins mondial en diamant, coltan, or, cobalt, lithium, ébène et autres, les prédateurs de ces ressources multiplient des stratégies pour occuper ce zone

à de faim purement économique. Malgré les offensives et les multiples pressions exercées par le gouvernement congolais pour y mettre fin à ce conflit, rien n'arrête ces prédateurs.

2.1.2. Les causes profondes de conflit.

Les causes du conflit la zone d'étude sont multiples, mais nous les résumons en trois plans.

a) *Flux migratoires*

Cette crise sociale et politique est renforcée par l'arrivée de plus d'un million de réfugiés burundais (1993) et rwandais (1994). Étant donné la position particulière du Congo et la situation volatile aux Kivu, le flux de réfugiés de 1994, certains d'entre eux armés et soutenus de l'extérieur, affecte la population locale de plusieurs manières. Il crée une logique pour le conflit à venir, plaçant l'antagonisme Hutu-Tutsi au centre de la lutte locale et mettant en place les ingrédients nécessaires à une guerre régionale (*Vlassenroot & Raeymaekers, 2004*).

Le phénomène du mouvement migratoire dans la partie l'Est de la république est un problème majeur pour les pays frontalier de l'Est du Congo-Kinshasa. Nul n'ignore le mouvement malheureux historique de la population Rwandaise en RDC qui a été au sujet de conflit dans la région (*Lufakalyo, 2014*).

Consciente du phénomène, face l'absence d'État, la population leur emboîte le pas dans un contexte de création de plusieurs groupes armés, ayant pour objectif fallacieux de protéger les intérêts des ressortissants de leurs milieux d'origine ou de se protégé contre une éventuelle agression (*Muliri, 2014*).

b) *Sur le plan économique,*

À l'origine, la région de Kivu et ces entoures regorgent des minerais stratégiques environ 60 % des réserves mondiales de coltan, coltan, auxquels toutes les sociétés multinationales qui sont dans des informatiques, des armements, des informatiques, des armements, des automobiles ont toujours besoin. Et souvent, ils passent d'une manière illicite pour en procurer et signer des accords avec les individus au lieu de passer par les canaux officiels (*Muliri, 2014*).

La problématique de la déstabilisation de l'Est de de Congo Kinshasa reste l'exploitation illicite de ses minerais. Le but ici est de crée un environnement mal sein pour que pouvoir de Kinshasa ne puis pas s'exercée dans ce milieu afin que les filières illicites exploitent sans être inquiété (*Epanlo, 2023*).

Ainsi nous pouvons confirmés sans être contredit que l'économie rwandaise repose sur l'essor d'exploitation illicite des richesses naturelles du Congo ; ce dernier joue un rôle majeur. Il utilise des méthodes non conventionnelles (ils ont mis en place des milices et le système de l'envahissement du sol congolais) pour s'accaparer de ces richesses. Alors que, c'est au moins deux décennies, le système économique Rwandaise à deux soubassements : l'aide étrangère issue de la compassion post-génocidaire et du vol du sous-sol de la RD Congo (*Jacquemont, 2009*)

c) *Sur le plan géopolitique des États*

L'envie de la dotation factorielle de la RDC pousse certains États à mener des actions pour occuper une partie des territoires congolais. Certains voisins de la RDC comme le Rwanda, le Burundi et l'Uganda veulent s'enrichirent derrière la Congo pour asseoir leur pouvoir (*Lufakalyo, 2014*).

Malgré leurs agendas cachés, nous savons tous que les agressions étrangères ont un but ultime d'occuper des parties du territoire congolais, de les administrer et de les gouverner en les coupant du reste du pays, constituent une réalité contre laquelle les Congolais s'opposent (Mbala, 2014)..

Aujourd'hui, plusieurs états du monde et le nations-unis plus fort encore les stigmatiseurs du découpage de la RDC ne trouvent pas la possibilité d'expliquer leur vision au peuple congolais à travers le referendum car eux même savent que leur vision ne serait pas acceptée par la population congolaise (Muliri, 2014). Ainsi, pour le peuple congolais, le Congo doit demeurer un pays unis et indivisible dans lequel aucun peuple non originaire ne vouloir son découpage.

2.2. La conséquence de la guerre sur la population

La guerre a eu des multiples effets, ces derniers sont négatifs, le peuple est le premier bourreau au moment où la guerre se commence dans une région ; le peuple de l'Est du Congo n'ait pas épargné de cette logique.

Avec la dégradation significative de condition de vie, tissu économique, la pauvreté, la quasi-totalité des infrastructures endommagées, l'insécurité bat le record ; la guerre a amplifié la situation. Un tel environnement ne peut pas s'attendre à un plat de développement. Ne dit-on pas que l'argent n'aime pas le bruit ? (L. Bakumba, *communication personnelle*, Le 02 Mai 2024).

La séparation des familles, les traumatismes que vivent mes victimes de la guerre, la conversion ou changement de mentalité à cause des atrocités vécues. L'esprit de vengeance peut facilement naître et croître à cause des conditions imprévues et non calculées qu'impose la guerre. Ceci, avec possibilité de cultiver aussi une rébellion surtout lorsque la population estime être abandonnée à son triste sort. Les multiples conflits ont permis l'augmentation de déplacement de la population du Nord vers Sud dans la province de Nord Kivu et aux pays voisins (Ocha, 2024).

Les viols des femmes constituent un arme fatal pour les belligérants, plusieurs femmes ont été violés, mutilés de leurs organes génitaux et égorger par les belligérants. D'après les études médicales, plusieurs femmes ont violé brutalement et ont connues plusieurs maladies dues aux résultats de viols collectifs. La misère qui en est résulté dans ce contexte de surpeuplement justifie en partie l'ampleur des tensions qui règnent dans la région où les malades et les morts ne sont plus rien que de simples statistiques (*Médecins sans Frontières*, 2002).

2.3. Les perspectives et défis à relever pour la RD Congo

Qu'il est impossible d'ignorer que l'État joue pleinement son rôle régalienne pour stabiliser l'Est du Congo ; mais, à notre avis, il doit faire plus et jeter son dévolu sur les points ici-bas afin d'imposer la paix et le respect.

2.3.1. Création de l'armée Républicaine.

Après plusieurs tentatives de réunification de l'armée, avec le processus de désarmement, démobilisation, rapatriement, réintégration et réinstallation (DDRRR) qui constituait un outil favorable pour garantir la continuité entre la cessation des hostilités, le maintien, le renforcement de la stabilité et de la sécurité et le développement durable de l'État, le constat s'avère amer (Sebahara, 2006).

Car, ce processus a affaibli l'appareil militaire national jusqu'en intégrant les éléments qui ne travaillent pas pour l'intérêt le pays. Certains officieux sont en connivence avec les Etats-majors des autres pays voisins et d'autres ont continué à entretenir des relations avec les états-majors des milices qui créent des désordres dans le pays.

Donc, ici, il est question d'organiser une mode protection, d'avoir une armée nationale débarrassée de toute dimension idéologique, disciplinée autour des principes républicains et du patriotisme. Il est question de mettre en place une armée forte, déterminé avec un ordre unique à respecter (*Crisis Group, 2006*).

Dans ce pays, les capacités ne manquent pas, il faut juste une bonne volonté politique, les moyens financiers, logistiques et une bonne formation à la dimension de notre patrie et adaptée à la nouvelle technologie (*V. Okwas, communication personnelle, Le 05 Mai 2024*).

La nouvelle armée doit être professionnelle dans le commandement, la gestion, la formation, l'équipement et le recrutement. C'est d'ailleurs une tendance générale de tous les pays du monde qui réduisent les effectifs de leurs armées pour les rendre plus performantes. Le monde évolue, l'idéologie selon laquelle une armée forte est une armée riche en hommes n'a plus que le poids

Bref, la réforme de l'armée est une exigence afin que ce dernier soit en mesure d'assurer sa mission régalienn. Mais, ce qui est hallucinant, c'est le fait que la présence massive des Rwandophones dans les FARDC n'émeut personne au Congo : ni les hommes au pouvoir, ni la classe politique, ni l'élite intellectuelle parviennent à proposer les issues à cette énigme (Anon, 2010).

2.3.2. Réforme du Système de sécurité

Une telle réforme peut être définie comme l'ensemble des transformations fondamentales relatives à la structure, la réglementation, la gestion, l'attribution des ressources et le contrôle de l'instrument de paix au sein de trois principaux organes : l'armée, la police et la justice. Ainsi, la réforme envisagée doit être focalisé sur l'émergence de la sécurité permanente ; celui-ci aura pour objectif, garantir un avenir prometteur, il faut mettre au point un plan réaliste définissant le rôle des forces de sécurité et établissant un équilibre entre leurs besoins et les moyens disponibles (*Crisis Group, 2006*).

Afin d'y arriver, le gouvernement et ses partenaires au développement doivent unir leurs efforts dans l'élaboration et la mise en place d'un programme de réforme cohérente global du secteur de sécurité visant à lutter contre les trois problèmes fondamentaux auxquels est confronté le pays en mode de la paix nationale (Baverez, 2017).

- La faiblesse structurelle de l'armée et des forces de police
- La faiblesse du système judiciaire
- Le renforcement des capacités et le professionnalisme

Ainsi, La réforme du secteur de la sécurité reste le parent pauvre tant financièrement qu'en termes de planification stratégique. Le succès de la réforme des systèmes de sécurité exigera un soutien financier accru de la communauté internationale ainsi que l'amélioration de l'efficacité de la gouvernance à travers une lutte rigoureuse contre la corruption, l'impunité et les détournements de fonds publics, mais aussi le professionnalisme dans le domaine de sécurité (*Crisis Group, 2006*).

2.3.3. Rétablir l'État dans ses divers attributs

Après plusieurs années de conflit, l'exercice de la gouvernance est particulièrement difficile. Si l'État ne parvient pas toujours à éviter les conflits, les institutions démocratiques atténuent néanmoins les comportements belliqueux. Elles réduisent, en outre, l'incertitude qui est une caractéristique inhérente aux situations post-conflit (*Jacquemot, 2009*).

La restauration de l'État de droit est à la charnière du processus de reconstruction. Les actions doivent permettre de rapprocher l'administré et l'autorité, chacun ayant sa part dans cette collaboration. L'État qui arrive à exercer convenablement ses attributions (définit la politique de défense, prépare et conduit les opérations militaires ; garantit la sécurité et l'ordre public ; édicte les règles de droit et rend la justice) dans le cadre des principes clairs et dont l'application sera vérifiable, qui pourra ensuite imposer aux citoyens de respecter son autorité (Nguembock, 2021).

Le rétablissement de l'autorité de l'État passe par l'occupation effective desdites zones par l'institutionnalisation des bureaux à la fois de la police nationale congolaise et de l'administration publique (Musamba, 2015). Ainsi donc, le rétablissement du pouvoir de gouvernement est un préalable indispensable au bon fonctionnement de notre administration, de nos services publics et donc de l'État congolais.

2.3.4. *Parlant de la diplomatie*

Actuellement, la diplomatie est un instrument majeur pour la résolution pacifique des problèmes dans le monde (Ngoy, 2011). La diplomatie congolaise doit s'activer pour redorer la bonne image du pays. Il est urgent de rappeler que la RDC, ici de sa grandeur et de son environnement, doit avoir une diplomatie dynamique et très active.

La RDC doit mettre en place une diplomatie efficace, dynamique et très active capable de redorer son image dans le chéquier international car le respect s'impose ; mais aussi, susceptible de constituer un cadre de coopération pouvant leur permettre de s'en débarrasser de toutes les milices qui créent l'insécurité dans leurs frontières respectives. Il est préférable d'utiliser la diplomatie avant, pendant et après le conflit afin d'éviter le band de sang à la population.

Ainsi donc, il faut intensifier une discussion avec raison dans l'espace frontalier permettant le développement d'une méthode vraie d'échange et un compromis entre les trois États (Burundi, RDC et Rwanda) et les sociétés civiles. Il faudrait qu'il ait la clarté des causes lointaines des conflits entre différentes ethnies et la promotion de se cohabiter en paix (Lufakalyo, 2014).

2.3.5. *La nécessité d'une politique stratégique*

Bien que ce dernier ne mettra pas fin définitivement au conflit, néanmoins elle permettra tout au moins de bien clarifier les obligations intersectorielles du gouvernement et l'effet final recherché par l'offensive militaire. Elle permettra par ailleurs d'intégrer au sommet de chacune des instances les profils les plus pertinents pour une riposte adaptée à l'urgence et à la complexité du territoire (Nguembock, 2021).

D'où l'importance de renforcer les services des renseignements tant civils que militaires. Ces services doivent être dirigés par des hommes intègres animés d'un esprit de patriotisme. Ensuite s'ajoute la réunification des hommes et des femmes pour l'intérêt commun de la patrie ; renforcer les outils de travail des militaires et avoir un guide unique. Pour maintenir l'équilibre de terreur, il est souhaitable que la RDC se dote d'une industrie d'armement et de nouvelles technologies de la pointe.

Les services secrets et de renseignements efficaces permettraient à l'État de pouvoir livrer une guerre de l'ombre sur tous les fronts occultes où les adversaires engagent le combat (Omeonga, 2011). Bref, les gouvernants congolais doivent comprendre que la défaite dans une guerre est généralement due à l'utilisation abusive des services de l'intelligence.

2.3.6. *Bonne gouvernance*

Cette appellation ne date pas d'aujourd'hui, étant donné qu'elle se fonde sur l'honnêteté de tout gestionnaire soucieux du développement harmonieux d'une communauté ou d'une entité donnée. Au sien de beaucoup des États du monde, il existe de standard à respecter pour la transparence de la chose publique et la gestion orthodoxe des affaires de l'États (*Kenge, 2023*).

En RDC, l'absence du contrôle rigoureux semble être le point faible dans la conduite des affaires de l'État. Ainsi, la bonne gouvernance consiste, pour l'État, à respecter scrupuleusement les lois votées par les élus des citoyens. Le vol, le népotisme, la corruption et les détournements des fonds colossaux de l'État congolais ainsi que l'impunité sont des maux auxquels les populations assistent passivement jusqu'à ce jour. Les gouvernants de la république démocratique du Congo doivent s'approprier de cette mode de gestion sans laquelle le rétablissement de la paix serait inexistant (*Kenge, 2023*).

En RDC, malheureusement on assiste à la mal-gouvernance qui maintient le pays dans une crise depuis son indépendance. Faute d'égalité dans la répartition des revenus, suscite des conflits politiques. Le but ultime de cette bonne répartition des revenus est de diminué les dissemblances entre le peuple pour avoir une société équilibrée. Par société équilibrée, il faut entendre une société dont la majorité des membres estiment satisfaisante la façon auquel les droits et les richesses sociales sont répartis au sein de l'unité sociale.

En d'autres termes, il s'agit d'une société où règne un équilibre entre d'une part, les exigences toujours nombreuses des membres et, d'autre part, de la façon auquel les institutions politiques et socio-économiques répartissent les droits et les richesses sociales disponibles. Aujourd'hui, en RDC, la répartition des biens sociaux premiers est loin de satisfaire toutes les couches de la société.

3. Conclusion

Après un large tour d'horizon de cette étude sur les conflits armés à l'Est de la RD. Congo, il se dégage un constat : la région des Grands Lacs est devenue un théâtre des conflits armés occasionnés par le flux migratoire à grande échelle, l'exploitation illicite des ressources et la recherche de l'espace vital pour certains pays au détriment du principe de la carte de l'union africain sur le respect de frontière.

On note aussi le rôle clé que les États jouent pour permettre aux groupes armés d'utiliser leurs territoires comme base arrière. Certains États comme le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi interviennent dans les l'espace de leur voisin congolais sous-prétexte d'exercer le droit de poursuite contre les combattants qu'ils estimaient menacés leurs sécurités.

Mais aussi, nous avons relevé qu'il y a plusieurs acteurs qui entrent en jeu dans ces conflits, et chacun avec son agenda caché. Néanmoins, l'État congolais a une grande responsabilité dans les conflits qui rongent la population de l'Est.

Pour le peuple congolais et ces dirigeants, « l'heure a sonné de casser à jamais le cycle infernal de la violence à l'Est de la RDC et stabiliser la Région des Grands Lacs » car, des violences récurrentes qui placent ses populations dans l'insécurité permanente, compromettent tout effort d'amélioration de leurs survie, impactent négativement le processus de développement socioéconomiques.

Ainsi, pour finir avec ces fléaux d'insécurité, la R.D. Congo est obligée d'organiser son secteur de sécurité et de prévention, afin que la population de ce coin vive en toute quiétude; et jouisse de leurs richesses pour amorcer le processus de son développement.

Remerciements

Nous tenons à exprimer notre gratitude envers nos épouses et nos enfants, les membres de nos familles ainsi que ceux du comité de rédaction de la revue congolaise des sciences et technologies, sans oublier la communauté du Centre de Recherche en Sciences Humaines « CRESH ».

Financement

Les auteurs ont entièrement financé la rédaction de cet article.

Conflit d'Intérêt

Ce travail a été effectué en toute objectivité et indépendance intellectuelle. Il n'y a eu aucun signalement de conflit d'intérêt.

Considérations éthiques

Cette étude a été réalisée en suivant une conduite éthique qui respecte les normes et principes moraux.

Contribution des auteurs

J.O.M. a élaboré et supervisé la recherche, rédigé le texte principal et validé la version définitive. Il a également vérifié les données, participé à la discussion et donné son approbation finale pour la version à soumettre.

N. E. T.M. a validé les données, a contribué de manière proactive aux discussions et a donné son feu vert final pour la version destinée à être présentée.

Chaque auteur a lu et validé la version définitive du manuscrit.

ORCID des Auteurs

OKWANGO MINDOLO JUNIOR, ORCID. ID: 0009-0002-1304-3344

NGONZAMA EKOLOKOTO THEO MAURICE, ORCID. ID: 0009-0002-3891-1259

Références

- [1]. Alison, D. F. (2001). L'occupation ougandaise aggrave les problèmes du Congo. Consulté le 22/06/2024. <https://www.hrw.org/legacy/french/press/2001/drc0328-fr.htm>
- [2]. Baverez, N. (2017). *Quelles stratégies de défense et de sécurité face aux nouvelles menaces?* Consulté le 12/05/2024. <https://academiesciencesmoralesetpolitiques.fr/2017/06/02/quelles-strategies-de-defense-et-de-securite-face-aux-nouvelles-menaces/>
- [3]. Boutons-ghali, B. (1997). *Les conflits de frontière en Afrique*, Paris, Technique.
- [4]. Crisis Group (2006). *La réforme du secteur de la sécurité en RDC*, Rapport Afrique n° 104, Nairobi/Bruxelles, le 13 février 2006. <https://www.crisisgroup.org/sites/default/files/104-security-sector-reform-in-the-congo-french.pdf>
- [5]. Charles-Philippe, D. et Schmitt, O. (2020). *La guerre et la paix ; approche et enjeux de la sécurité et de la stratégie*, Paris, 4^e édition Presses de science PO. <https://shs.cairn.info/la-guerre-et-la-paix--9782724625158-page-47?lang=fr>
- [6]. Diur, K. (2019). Histoire des relations internationales ; *note de cours SSPA/RI/UNIKIN/2019*, inédit

- [7]. Epanlo, N. F. (2023). *Conflit à l'est de la République Démocratique du Congo sur fond de guerre informationnelle avec le Rwanda*. Consulté le 13 août 2024. <https://www.ege.fr/infoguerre/conflit-lest-de-la-republique-democratique-du-congo-sur-fond-de-guerre-informationnelle-avec-le-rwanda>
- [8]. Huang, X. (2022). *Grand Lacs d'Afrique : dynamique encourageante malgré l'insécurité dans l'Est de la RDC*. Consulté, le 24 Mai 2024. <https://news.un.org/fr/story/2022/04/1119032>
- [9]. Jacquemot, P. (2009). La sortie de crise dans l'Est du Congo et les perspectives de la coopération régionale, *Mondes en développement*, 37-2009/3(147), 93-108. <http://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2009-3-page-93.htm> consultée le 17/07/ 2024
- [10]. Kenge, M.D. (2023). Piste de solution à la crise sécuritaire de l'Est de la république démocratique du Congo, *Etudes caribéennes*, 29430(56). <https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.29430>
- [11]. Labana, L. (2006). *Les relations internationales: présentation panoramique et manifestation*, Kinshasa, Médias Paul.
- [12]. Lufakalyo, L. (2014). *Les conflits dans les espaces frontaliers des États de la sous-région des Grands Lacs africains*, consulté le 10/08/2024. https://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-1028_fr.html
- [13]. Médecins sans Frontières, (2002). *RD Congo silence on meurt*, Paris, Harmattan, p.95-101.
- [14]. Mbala, L. M. (2014). *Les groupes armes et la position géopolitique de la République démocratique du Congo dans la région des grands Lacs*, (mémoire de licence, université de Goma). <https://www.memoireonline.com/09/18/10245>
- [15]. Ministère de la communication et media, (2022). Le livre blanc agression avérée de la république démocratique du Congo par le Rwanda et crimes internationaux commis dans ce contexte par le Rwanda défense force et le M23 (21 novembre 2021 - 08 décembre 2022), Kinshasa, Décembre 2022 <https://communication.gouv.cd/assets/livre-blanc-crimes-m23.pdf> consultée le 13 août 2024
- [16]. Muliri, F. (2014). *Les guerres à répétition en RDC : causes et voies de sortie*. Consulté le 13 août 2024. https://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-1014_fr.html
- [17]. Musamba, J. (2015). *Rétablissement de l'autorité de l'Etat à l'est de la RDC : les bâtons et la carotte ont-ils produit des effets escomptés ?* Consulté le 20/07/2024. <https://suluhu.org/2015/07/18/aiii-6-retablissement-de-lautorite-de-letat-a-lest-de-la-rdc-les-batons-et-la-carotte-ont-ils-produit-des-effets-escomptes/>
- [18]. Nguembock, S. (2021, 15 juillet). Crise sécuritaire à l'est de la RDC. Des ambitions manifestes pour une planification stratégique peu réaliste, *Iris*, 806 (122) <https://www.iris-france.org/159127-crise-securitaire-a-lest-de-la-rdc-des-ambitions-manifestes-pour-une-planification-strategique-peu-realiste>
- [19]. Ngoy, S. (2011). *La politique étrangère de Joseph KABILA : les politiques étrangères des Etats menacés de décomposition*, Paris, Harmattan.
- [20]. Ocha service, (2024). *Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo (S/2024/432)*. Consulté le 15/08/2024 <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/rapport-final-du-groupe-dexperts-sur-la-republique-democratique-du-congo-s2024432>
- [21]. Omeonga, J. (2011). Introduction à la géostratégie, note de cours, L1 RI/2011/ Unikin inédit
- [22]. Sebahara, P. (2006). *La réforme du secteur de la sécurité en RDC*, Bruxelles, GRIP https://www.grip.org/wp-content/uploads/2021/07/NA_2006-03-13_FR_P-SEBAHARA.pdf
- [23]. Tertsakian, C. (2022). *Le Burundi intensifie sa guerre privée au Congo*, SOS Médias Burundi le 9 septembre 2022. https://burundihri.org/french/september_2022.php?__im-jkuaqlJu=7941741630461115428 consulté le 15 juillet 2024

-
- [24]. Unicef (2024). Convention de droit enfants <https://www.unicef.fr/convention-droits-enfants/urgences/conflits-armes/>
Consultée le 13 août 2024
- [25]. Vlassenroot, K. & Raeymaekers, T. (2004). *Conflit et transformation sociale à l'est de la RDC*, Gent, Academia Press.
ISBN 903820513 <https://www.researchgate.net/publication/289211430>.